



Fédération de l'Essonne
du Parti Socialiste

Le 11 février 2010.

COMMUNIQUE DE PRESSE

LE GOUVERNEMENT DOIT PROLONGER DE SIX MOIS L'INDEMNISATION DE TOUS LES CHOMEURS !

La crise économique et sociale que nous traversons depuis bientôt deux ans va en s'aggravant pour les salariés. Désormais, nous le savons, personne n'est à l'abri d'un plan de restructuration ou d'un licenciement sec. La crainte du déclassement social ne cesse d'augmenter chez nos concitoyens. Malheureusement cette peur n'est pas une construction imaginaire. En effet selon une note de Pôle Emploi, d'ici à la fin de l'année 2010 un million de chômeurs auront épuisé leurs droits à indemnisation. Les syndicats tirent la sonnette d'alarme et ils ont raison de le faire ! Seuls 16% des chômeurs pourront bénéficier de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS) et 22% percevront le RSA. Il faut noter, en plus, que le patrimoine étant pris en compte pour l'obtention de cette aide, les chômeurs doivent d'abord puiser dans leurs économies ou éventuellement vendre leurs logements avant d'y avoir droit.

Que deviennent les 600 000 autres chômeurs, dont le gouvernement feint de ne pas comprendre la gravité de la situation ? Comme à son habitude, il multiplie les cadeaux fiscaux injustifiés pour les plus aisés alors que les plus modestes sont laissés sur le bord du chemin.

Le Parti socialiste, il y a plus d'un an, a formulé des propositions dans son plan de relance. Il faut prolonger d'au moins 6 mois la durée d'indemnisation pour tous les chômeurs, sur la base de 80 % du salaire, il faut que le contrat de transition professionnelle et l'indemnisation qui l'accompagne pendant 2 ans soient étendus à l'ensemble des bassins d'emploi. Pour financer cette mesure l'Etat dispose d'un levier qu'il peut actionner sans tarder : supprimer le bouclier fiscal ! Cette mesure aurait un double effet car tout en supprimant une inégalité inadmissible elle permettra de financer la solidarité indispensable à la préservation de notre tissu social.

Le gouvernement doit réagir sans plus attendre. Il faut faire vite. La gravité de la situation impose des solutions rapides. Nous ne pouvons pas abandonner les chômeurs en fin de droits.

Carlos Da Silva
Premier secrétaire fédéral
Conseiller général de l'Essonne
Conseiller municipal de Corbeil-Essonnes
Contact : 01 60 78 23 24 - 06 87 32 42 50